



Rapport de missions
2024
Région wallonne

Table des matières

1	RESSOURCES fédère les entreprises sociales et circulaires autour d'une vision commune	3
1.1	Recruter des entreprises sociales et circulaires	3
1.2	Mener une communication efficace entre la Fédération RESSOURCES et ses membres	3
1.3	Renforcer le travail collectif avec les membres.....	5
1.3.1	Coordonner la filière textile.....	5
1.3.2	Coordonner la filière DEEE	7
1.3.3	Coordonner la filière Objets du quotidien.....	10
1.3.4	Coordonner la filière matériaux de construction.....	13
1.3.5	Coordonner la filière vélos	14
1.4	Développer la connaissance du secteur et de son contexte.....	15
1.5	Augmenter la reconnaissance du secteur FKE	17
2	RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires	20
2.1	Adopter des positions argumentées sur les enjeux du secteur	20
2.2	Représenter les entreprises sociales et circulaires.....	21
2.3	Développer des partenariats stratégiques.....	23
3	RESSOURCES favorise l'innovation dans l'économie circulaire, de la fonctionnalité et du numérique.....	25
3.1	Accompagner la digitalisation du secteur.....	25
3.2	Explorer et tester des activités complémentaires	26
3.3	Identifier et suivre des activités émergentes.....	26
4	RESSOURCES soutient les entreprises sociales et circulaires dans leur professionnalisation et la concrétisation de leurs finalités économiques, environnementales et sociales.....	27
4.1	Proposer des conseils juridiques aux membres	27
4.2	Faciliter la rencontre des offres des membres avec les demandes individuelles, collectives et institutionnelles	29
4.3	Poursuivre l'amélioration continue de la qualité des services avec Rec'Up.....	29
5	Missions complémentaires.....	30
5.1	Coordonner le secteur de la réparation des cycles pour la mise en œuvre de la mesure 3.3.1 du Plan Wallonie Cyclable.....	30
5.2	Moderniser le label Rec'UP.....	31
5.3	Augmenter les compétences en communication digitale des entreprises sociales de la réutilisation et promouvoir les activités de RESSOURCES dans le cadre de ses 25 ans.....	32
6	Annexes.....	34

1 RESSOURCES fédère les entreprises sociales et circulaires autour d'une vision commune

Avec ce premier axe stratégique, RESSOURCES vise à rassembler les entreprises sociales et circulaires et à améliorer le flux d'information, les échanges, les connaissances et analyses entre les membres et la Fédération.

La Fédération RESSOURCES va donc poursuivre le recrutement de membres, le développement et l'animation de sa communication interne et des lieux d'échange et de création de projets collectifs par filière, poursuivre le développement de son expertise du secteur et augmenter sa reconnaissance auprès de publics spécifiques.

1.1 Recruter des entreprises sociales et circulaires

Lors de sa réunion de juin 2024, l'Assemblée générale de RESSOURCES a acté l'arrêt des activités de Sitelux et de Usitoo et a accueilli 3 nouveaux membres sympathisants : Just Electronic / Simandu, La Fripothèque et Job Office / Cyclup.

En décembre, l'Assemblée générale actera les démissions de Circular Brussels (reprise des activités par Out of Use) et de la FID-Fondation pour l'inclusion digitale (arrêt des activités). Les membres accueilleront également 3 nouveaux membres sympathisants : le projet Revalo du CPAS de La Louvière, IsoFabric/Reprise textile et Molembike.

Avec ces changements, l'Assemblée générale de RESSOURCES rassemblera, fin 2024, 77 membres (56 effectifs et 21 sympathisants) dont 54 ont leur siège social en Wallonie (annexe 1.1.1).

Par ailleurs, RESSOURCES est en contact avec 5 membres potentiels : Rotor, Coop Cyclette, Music fund, l'Atelier asbl et la Croix-Rouge.

1.2 Mener une communication efficace entre la Fédération RESSOURCES et ses membres

➤ Diffuser une newsletter toutes les 3 semaines ;

Depuis le début de l'année, RESSOURCES a envoyé 20 newsletters (annexe 1.2.1) :

- 6 flashinfos pour communiquer une information urgente de façon ciblée ;
- 3 news juridiques issues de la veille juridique réalisée par RESSOURCES ;
- 11 Ressources-News qui reprennent des informations sur les activités de la Fédération, sur des événements/appels à projets/formations, des inspirations, des avancées des membres, un agenda complet.

Le taux d'ouverture moyen de ces différentes newsletters est élevé : 54 % si l'on prend l'ensemble des newsletters et 58% en retirant les flashinfos¹.

La dernière newsletter de l'année 2024 sera envoyée en décembre.

¹ Les flashinfos ont en effet un taux d'ouverture plus faible (43%) car elles portent sur un sujet en particulier qui n'intéresse parfois pas l'ensemble de la mailing liste.

➤ **Publier un rapport d'activités ;**

Le rapport d'activités 2023 (annexe 1.2.2) de RESSOURCES a été présenté et adopté à l'Assemblée générale.

➤ **Accueillir les nouveaux membres ;**

Chaque nouveau membre reçoit la visite d'un membre de l'équipe qui présente le fonctionnement de RESSOURCES et définit avec le nouveau membre les lieux d'implication de ce dernier (filière, GT...).

Une réunion d'accueil des nouveaux membres et des nouveaux représentants de membres a été organisée le 5 septembre 2024. Des représentants de Cyréo, La Fripothèque et de Cyclup y ont participé.

L'asbl Les Petits Riens a connu de nombreux changements au niveau de son comité de Direction, nouveau Directeur Général, nouveau Directeur Economie Sociale, nouveau Directeur Logistique. Ces différentes adaptations ont nécessité de nombreuses heures d'accompagnement et de formation réalisée par l'équipe de RESSOURCES.

RESSOURCES a également informé et conseillé Oxfam-Belgique sur les différentes obligations et reportages. Cet accompagnement a été rendu nécessaire par la perte de connaissance et d'expérience à la suite de changements dans le personnel.

➤ **Animer les réunions d'instances (6 CA et 2 AG) ;**

Le Conseil d'administration s'est réuni à six reprises en 2024, principalement pour prendre position sur des questions d'actualité (REP, B2B, crise textile...), développer le plan stratégique 25-29 (adopté lors de l'AG de juin) et suivre la gestion journalière de la Fédération, en particulier pour gérer l'incertitude budgétaire pour 2025.

En plus de l'accueil de trois nouveaux membres et de l'adoption des comptes, bilan et rapport d'activités, les membres de l'Assemblée générale ont également adopté le Plan stratégique de RESSOURCES 2025 – 2029 lors de la réunion du 6 juin 2024.

L'Assemblée générale du 11 décembre permettra quant à elle d'accueillir de nouveaux membres, de présenter les scénarios budgétaires 2025 et d'aborder des points d'actualité importants pour le secteur. Cette réunion de l'AG sera suivie d'un événement organisé pour les 25 ans de RESSOURCES.

➤ **Visiter chaque membre pour faire le point sur les collaborations et attentes.**

En 2024, l'équipe de RESSOURCES a visité 52 membres et sympathisants (annexe 1.1.1).

La nouvelle chargée de mission pour la filière vélos a été à la rencontre de l'ensemble des membres (et membres potentiels) de la filière afin de bien comprendre leur fonctionnement ainsi que leurs besoins de développement pour la filière.

La chargée de filière DEEE, de retour après 4 années d'absence, a visité 15 membres actifs dans la filière DEEE en 2024, 7 sur la Région de Bruxelles Capitale et 8 en Région Wallonne.

1.3 Renforcer le travail collectif avec les membres

Les filières constituent donc le lieu privilégié de mise en œuvre du plan stratégique de la Fédération. Le travail collectif réalisé en leur sein s'articule autour de cinq axes :

- Échanger des informations et expériences entre entreprises aux activités similaires ;
- Analyser et identifier les menaces et perspectives de développement de la filière ;
- Adopter de positions relatives aux enjeux de la filière (REP, collecte sélective...) ;
- Développer des projets collectifs d'innovation, de développement ou de professionnalisation ;
- Développer des partenariats stratégiques avec des acteurs stratégiques (Fédérations sectorielles, Autorités locales, organismes de reprises)

1.3.1 Coordonner la filière textile

Suite à l'absence prolongée du chargé de filière, la coordination de la filière textile a été transmise à un autre membre de l'équipe.

➤ Coordonner et animer les réunions de filière et de la coordination TOP (collecteurs) ;

La filière textile, qui compte actuellement 34 membres (annexe 1.1.1), s'est réunie à deux reprises, mi-avril et mi-octobre afin de :

- Renouveler le mandat de son Président de filière ;
- Mettre en évidence les enjeux du secteur pour les 4 années à venir ;
- Faire le point sur l'agrément réemploi ;
- Faire le point sur la formation valoriste ;
- Faire le point sur les avancées en matière de REP textile ;
- Faire le point sur la stratégie E-Commerce de la Fédération ;
- Faire l'état des lieux au sein des structures membres, face à la crise textile ;
- Présenter le plan d'action de RESSOURCES face à la crise textile ;
- Faire le point sur la collecte sélective des textiles obligatoire au 1er janvier 2025 ;
- Dresser l'état des lieux des négociations en vue d'une REP textiles ;
- Débriefing la rencontre avec REFASHION à Paris.

La réunion du premier semestre s'est particulièrement axée sur la planification stratégique, l'agrément réemploi et la future REP textiles. La deuxième était particulièrement axée sur la **crise de l'industrie textile**, le plan d'action de RESSOURCES face à cette crise, les avancées en matière de collecte sélective des textiles et la révision des agréments réemploi en Wallonie et à Bruxelles. Un focus spécifique a également été mis sur les avancées avec RECYDATA, sur l'agrément ESD et le mandatement insertion ESMI.

La coordination VTOP réunissant désormais les quatre plus gros membres de la filière s'est réunie à de nombreuses reprises cette année, au vu des enjeux liés à la filière et à son actualité. Elle s'est réunie de manière structurelle à cinq reprises, et depuis septembre à raison d'une fois toutes les deux semaines afin de mettre en place un **comité de gestion de crise**. Au niveau structurelle la coordination VTOP a abordé plus en détail les aspects suivants :

- Les enjeux liés à la REP textile ;
- Les relations avec RECYDATA et les Fédérations des Producteurs ;
- Les relations avec les intercommunales ;
- Le projet de directive cadre déchets (UE) ;
- L'obligation de collecte sélective des textiles au 1^{er} janvier 2025.

➤ **Soutenir la lutte contre les collectes illégales et les vols ;**

Au niveau du réseau, les activités de collecte restent sous pression. Plusieurs communes wallonnes ont notamment été approchées par des opérateurs privés afin de remplacer les réseaux de collecte existants, principalement dans la région du Hainaut. RESSOURCES a sollicité la presse offrant au secteur une belle couverture média (annexe 1.5.4). RESSOURCES a également dû poursuivre la lutte contre des collectes illégales via des sorties media et en participant à la formation des agents constatateurs organisé par le SPW.

Les activités commerciales sont également sous pression malgré le développement et l'ouverture de nouveaux points de vente. Deux éléments sont à mettre évidence, la baisse de qualité continue des textiles collectés et la pression exercées par le secteur de l'ultra Fast Fashion. Plusieurs membres enregistrent jusqu'à 30% de recettes en moins par rapport à 2023.

➤ **Défendre la position du secteur relative à la collecte sélective et à la REP textiles ;**

Fin août, de nombreuses structures ont rencontrées d'énormes problèmes en matière de stockage. En septembre, RESSOURCES a mis en place une taskforce avec l'aide de RREUSE et d'autres fédérations européennes afin de répondre de manière efficace à ces différentes problématiques. Un plan d'action d'urgence a été mis en œuvre afin de répondre aux problèmes de stockage et à l'absence d'exutoires pour toute une série de flux à valeur négative.

Les régions, les administrations et les partenaires locaux ont été sollicités. Au niveau européen, une lettre ouverte co-signée par ACR+, ZWE et RREUSE a été envoyée à la Présidente de l'UE et aux différentes DG pertinentes. Une proposition de plan d'action a par ailleurs été soumis. À noter qu'en Région wallonne, l'opérateur principal (Terre ASBL) a maintenu son réseau de collecte et cherche des solutions de stockage et d'augmentation de sa capacité de tri. Le soutien envisagé par la Région pour couvrir les coûts du stockage temporaire des quantités collectées supplémentaires permet de gagner du temps.

Durant tout le second semestre, RESSOURCES a particulièrement intensifié sa présence media afin de sensibiliser les décideurs politique, les administrations, les metteurs sur le marché et les citoyens à cette crise sans précédent. Une revue de presse a été éditée afin de mettre en évidence l'ampleur de cette couverture media (annexe 1.5.4).

Enfin, RESSOURCES a entamé un processus de négociation en vue de la mise en place d'une REP pour les textiles et le développement d'un futur éco-organisme belge. RESSOURCES a notamment rencontré, en concertation avec le Fédération HERWIN, RECYDATA et les 4 grandes fédérations sectorielles, en juin et en septembre. Par la suite,

cinq réunions préparatoires entre HERWIN, RESSOURCES et RECYDATA ont été organisées durant le second semestre afin de tracer les contours d'un accord de collaboration. En cas de succès de ces négociations, une série de workshops seront mise en place afin de déterminer la gouvernance du futur PRO et ses modalités pratiques et financières.

- **Développer un dialogue constructif avec les intercommunales sur la collecte textile des recyparcs et les couts d'évacuation des déchets de la filière ;**

RESSOURCES a conseillé le BEP sur le cahier des charges de leur appel d'offre pour le textile. C'est OXFAM-Belgique a remporté le marché.

1.3.2 Coordonner la filière DEEE

La filière DEEE comporte 29 membres fin 2024. L'ensemble des activités exercées par ces structures sont la collecte, le reconditionnement et le dépannage. Les métiers sont diversifiés compte tenu de la spécificité des compétences demandées pour les différents types d'appareils DEEE (gros blancs, IT, petits électros). La filière gère le label electroREV, un label « qualité produit révisé » qui couvre actuellement les « gros blancs ». 6 membres de RESSOURCES font partie de la démarche qualité sous ce label.

- **Coordonner et animer les réunions de filière et des sous-groupes GB, PEM et IT ;**

En 2024, RESSOURCES a réuni les membres de la filière DEEE les 13 mars, 6 mai et 19 décembre.

Les deux premières réunions ont permis de

- faire le point sur les évolutions légales au niveau européen (directive cadre déchets, règlement batteries...) ;
- échanger avec Bebat sur la mise en œuvre de la nouvelle réglementation ;
- évaluer les relations avec BEWEEE et Recupel ;
- échanger avec des acteurs français (Murphy, Envie), notamment pour en savoir plus sur les intentions de Murphy d'étendre ses activités à la Belgique, ce qui pourrait créer une concurrence importante sur l'accès aux gisements de qualité.

Ces réunions ont également permis de présenter le plan de communication 2024 et le plan stratégique 2025-2029 de RESSOURCES et de récolter les remarques et propositions des membres.

La dernière réunion de l'année, planifiée au 19 décembre, se tiendra avec la participation de la coordinatrice réemploi de Recupel. L'objectif de la réunion est de rappeler le processus de rapportage des chiffres de réemploi des centres de réutilisation. L'enjeu de fournir un rapportage correct est important étant donné que Recupel se base sur ces chiffres pour octroyer les rémunérations pour la réutilisation de DEEE et pour rapporter auprès des Régions.

RESSOURCES a également réuni les membres de la sous-filière « Gros Blancs » le 23 janvier sur le site de la structure Le Hublot à Namur, le 23 avril chez SOFIE à Grâce-Hollogne et le 18 octobre chez Le Hublot à Namur. Les six membres de cette sous-filière revalorisent les

machines selon une procédure qualité stricte élaborée par les centres eux-mêmes et
RESSOURCES : electroREV.

En 2024, la sous-filière Gros blancs a

- étendu et solidifié les partenariats avec les producteurs et distributeurs (accès aux gisements, formations, sous-traitances) ;
- obtenu la reconnaissance du métier de technicien en électroménagers pour la validation des compétences, ce qui permettra aux apprenants des filières des centre de reconditionnements de pouvoir passer des épreuves de validation de compétences reconnues ;
- organisé les audits electroREV des ateliers de reconditionnement ;
- échangé les bonnes pratiques (fixation des prix, évaluation des apprenants, digitalisation) visant à continuellement améliorer le professionnalisme des acteurs de terrain ;

Concernant les sous-filières Petits électro-ménagers (PEM) et IT, la chargée de mission a visité les ateliers de reconditionnement de 10 structures. Ces visites ont permis de comprendre leur réalité de terrain actuelle afin de préparer un programme d'actions 2025 dans l'objectif de mettre en place une démarche qualité pour ces catégories d'appareils.

➤ **Gérer et développer la certification electroREV.**

La norme electroREV impose aux structures labélisées d'être auditées de manière régulière dans un laps de temps dépendant du résultat de l'audit précédent.

Quatre audits electroREV ont été réalisés sur l'année 2024:

- Le 13 mars Transform a été audité par deux autres structures : ElectroSofie et Les Petits Riens. Les résultats de l'audit sont concluants, avec néanmoins un point d'attention à apporter sur la fixation des prix de vente ;
- Le 23 avril ElectroSofie a été auditée par Restor et Transform. Les résultats sont également concluants ;
- Le 18 octobre Le Hublot a été audité par Le Plein Air et ElectroSofie. Les résultats sont globalement satisfaisants. Une mention d'excellence pour la mise en place de l'utilisation d'une application pour le suivi des machines en production a été notifiée. Une demande de mise en conformité pour l'agrément de transport de produits dangereux a également été mentionnée. Les démarches à ce sujet sont en cours.
- Le 22 octobre l'atelier Horizon de chez Les Petits Riens a été audité par Rappel et Le Plein Air. Les résultats sont concluants.

Chacune des deux structures devra être auditée à nouveau dans 3 ans, sauf si la direction change, le chef d'atelier change ou un déménagement a lieu auxquels cas un audit sera organisé dans la foulée.

- **Suivre la mise en œuvre de la nouvelle convention cadre favorable à la préparation au réemploi et proposer des partenariats avec les distributeurs et producteurs (information, formation, SAV ou maintenance) ;**

La chargée de mission travaille en étroite collaboration avec Recupel (contacts hebdomadaires) afin de mettre sur pied de nouvelles collaborations avec des producteurs ou des détaillants. Les partenariats envisagés sont de plusieurs types : accès aux gisements de D3E, accès aux formations données par les producteurs, accès à l'information, aux pièces détachées, accueil de stagiaires, offres d'emplois, ...

Dans ce contexte, RESSOURCES et Recupel ont organisé des rencontres entre les centres de réemploi et Electrolux (08/02 et 12/06), BSH (16/02), Krefel (26/03) et Coolblue (26/03).

Visant l'objectif de développer des partenariats entre l'économie sociale et les producteurs/détaillants, RESSOURCES a activement participé à l'organisation de l'**Electro Reuse Forum** organisé par Recupel. Ce Forum se tiendra le 17 décembre. L'objectif de ce forum est de mettre en lumière le travail effectué par les centres de réutilisation d'économie sociale. Les partenariats existants vont être présentés, les bonnes pratiques en vigueur également. Les enjeux du secteur seront présentés autour de tables rondes. Les membres de RESSOURCES participent activement et de manières diverses au Forum, par exemple ElectroSofie offre son site pour la venue de l'événement, plusieurs membres donnent des présentations et tiennent des tables rondes.

De manière générale, ces partenariats se développent et de nouveau se mettent en place. Il est néanmoins difficile de tirer un bilan sur leur fonctionnement à ce jour. En effet, aucun mécanisme de contrôle, ni aucun.e incitant ou contrainte ne sont liées à ces collaborations. Leur bon fonctionnement est dépendant du bon vouloir des personnes impliquées sur le terrain. RESSOURCES prépare un rapport sur ce constat et le remettra à Recupel début 2025.

➤ **Participer activement au reporting des données DEEE envers Recupel et Bewee ;**

Dès le mois de décembre 2023, la chargée de mission a coordonné avec l'entière des membres ayant signé une convention avec Recupel la collecte des données de réutilisation pour l'année 2023. L'entière des données attendues par Recupel ont été rapportée de manière consolidée et vérifiée dans le délai attendu, c'est-à-dire pour la fin du mois de janvier 2023.

Pour les entreprises n'ayant pas de Convention avec Recupel et devant donc rapporter à BEWEEE, RESSOURCES a invité le représentant de BEWEEE lors d'une réunion de filière afin d'expliquer les obligations de rapportage et le processus à suivre. La chargée de mission continue de relayer les informations de BEWEEE.

➤ **Développement de la Collecte en Recypark**

Un projet de collecte préservante de petits électroménagers sur le recypark de Tibi a été mis en place en 2024. La préparation a débuté au mois de mars pour un lancement fin aout/début septembre. Les parties prenantes sont Recupel, La Ressourcerie du Val de Sambre, Tibi et le centre de reconditionnement Cyréo (Gembloux). La chargée de mission

de RESSOURCES a coordonné les mises en relations et le lancement du projet. Une évaluation de ce test avec les parties prenantes est prévue début 2025 dans l'objectif de dupliquer le projet sur d'autres recyparcs.

➤ **Validation des compétences « Technicien en électroménager »**

Au mois de mai 2024, RESSOURCES a introduit un dossier auprès du Consortium de Validation des Compétences afin que les compétences du métier de technicien en électroménager puissent être reconnues. Le dossier a été approuvé et une COREF (Commission Référentielle) mise sur pied. La chargée de mission de RESSOURCES en prend la présidence. Les travaux de la COREF débuteront au mois de janvier 2025.

La validation de compétences en entreprise permettra à un public infra-qualifié d'obtenir un Titre à faire valoir à l'extérieur de l'entreprise formatrice. Le secteur de la réparation d'électroménagers est en plein développement avec une demande de plus en plus importante, des enseignes qui se positionnent de manière durable avec des SAV étendus et des politiques produits et d'économie circulaire qui vise à augmenter la réparabilité et la réparation des électroménagers.

Les compétences acquises et certifiées permettent au titulaire de l'attestation de postuler pour des emplois où des compétences d'électromécanicien sont attendues. De plus, des discussions de terrain apportent comme information que les technicien.nes en électroménager travaillant pour les producteurs, distributeurs arrivent en fin de carrière et leur remplacement est compromis vu la pénurie du profil sur le marché.

1.3.3 Coordonner la filière Objets du quotidien

La filière compte 39 membres parmi lesquels 27 sont actifs en Wallonie et 9 utilisent la marque Ressourcerie©.

➤ **Coordonner et animer les réunions des pôles territoriaux en RW et favoriser des collaborations opérationnelles entre opérateurs ;**

Devant le nombre de membres et la quantité d'enjeux différents, la fédération RESSOURCES a mis en place un dispositif appelé 'pôle territorial' calqué que le territoire des intercommunale de gestion des déchets.

RESSOURCES a réuni le 21 mai les membres actifs dans la zone HYGEA afin de présenter l'état des lieux du secteur (présence, activités, performances) dans la zone. Cette première réunion du pôle HYGEA a débouché sur l'importance de développer les collaborations opérationnelles entre les membres avec l'objectif à terme de proposer un service de collecte préservante d'objets réemployable garantit sur l'ensemble de la zone.

Une deuxième réunion de travail a été réalisée le 17 juillet 2024 à Mons pour élaborer une feuille de route concrète qui pourra servir de proposition de collaboration dans le cadre des discussions avec les autorités locales et l'intercommunale. Les acteurs du territoire – principalement les initiatives des CPAS de Mons (Le Plein Air) et de La Louvière (Revalo) se

concentrent sur la mise en place de leur activité de base avant de revenir vers HYGEA. Une réunion de travail est prévue début 2025.

RESSOURCES a également conseillé et accompagné l'ASBL CRABE et la Ressourcerie Restor dans le projet de développement dans l'Est du Brabant Wallon. RESSOURCES a accompagné les porteurs du projet lors des discussions avec les communes et l'Intercommunale InBW.

RESSOURCES a organisé une réunion de coordination avec IPALLE dans ses deux zones d'intervention : Sud Hainaut et Wallonie Picarde. L'objet de la réunion est d'analyser les performances en lien avec la convention liant la Ressourcerie Sud Hainaut d'un côté et la Ressourcerie La Carré avec La Poudrière de l'autre côté. L'objectif étant de trouver les meilleures modalités financières et opérationnelles pour optimiser la captation des objets réemployables dans la zone ainsi qu'une meilleure valorisation possible.

➤ **Mesurer et analyser les collectes d'objets réutilisables en recyparcs ;**

La collecte en recyparc d'objets réutilisables est apparue depuis quelques années et augmente fortement : 413 tonnes en 2023 ; 333 tonnes en 2022 et 111 tonnes en 2021. Cette croissance est soutenue par l'augmentation de la reconnaissance du service par la population et le nombre croissant de recyparcs qui intègre ce service.

En 2024, RESSOURCES a particulièrement suivi l'appel à projet de Idelux concernant 53 espaces de réemploi au sein de leurs recyparcs. RESSOURCES a notamment conseillé Idelux dans les critères à prendre en compte dans le cahier des charges de l'appel. L'objectif affiché consiste à récupérer 2 kg/an/habitant d'objets réutilisables. Au regard des performances de ce type de collecte dans les autres intercommunales et compte tenu des conditions d'intervention financière très basses (55.78€ la tonne), RESSOURCES émet des doutes sur le réalisme de cet objectif.

En effet, dans la zone Ipalle, où la collecte d'objets réutilisables est la plus répandue dans les recyparcs, cette collecte ne représente que 7,5% de la collecte totale sur la zone. Sur l'ensemble de la Wallonie, les quantités collectées à domicile et via les apports directement en magasins représentent 97% du gisement. RESSOURCES en conclut que si la collecte d'objets réutilisables a vocation à se développer à l'avenir, elle ne représente qu'un excellent complément aux autres modes de collecte plus ancrés et plus efficaces.

La récupération des objets réemployables collectés est systématiquement rétribuée. RESSOURCES salue cette avancée et recommande de fixer la rémunération à la hauteur du coût évité (transport et traitement) pour l'intercommunale.

➤ **Une position sur la collecte sélective des objets réutilisables ;**

RESSOURCES a inclut dans son mémorandum l'objectif de systématiser la collecte préservante des éléments réemployable sur appel. Elle a présenté sa proposition aux candidats rencontrés dans le cadre des débats pré-électorales et à rappeler aux négociateurs wallons l'importance de réaliser cet objectif lors de cette législature.

RESSOURCES a proposé à la Région l'instauration d'une collecte sélective des objets et des éléments réutilisables afin de renforcer les dispositifs actuels de type Ressourcerie dans les zones où les entreprises ne sont pas ou peu soutenues. Ce dispositif a pour objectif de trouver un mécanisme qui pousse les communes et les intercommunales qui ne proposent pas encore le service de collecte préservante d'objets réutilisables à faire appel à une entreprise d'économie sociale et circulaire de type Ressourcerie et à harmoniser un minimum les services proposés. Une obligation de collecte sélective doit se concevoir en faisant appels à des entreprises agréées réemploi afin de garantir les résultats de la collecte sélective qui se traduit par des tonnages effectivement réemployés.

RESSOURCES est conscient qu'une collecte sélective d'objets réutilisables sans dispositif de type REP qui supporte les coûts n'est pas facile à mettre en œuvre. Pour résoudre ce problème, RESSOURCES propose de lier l'octroi des petits subsides de la Région aux communes pour la prévention des déchets à la mise en œuvre d'un service de collecte préservante d'éléments réemployables en collaboration avec une entreprise de réemploi agréée et l'atteinte d'objectifs minimaux de collecte et de réemploi.

➤ **Contribuer à et évaluer la mise en œuvre de la REP matelas ;**

Cinq membres wallons ont signé le contrat Valumat. En 2023, ils ont collecté près de 200 tonnes de matelas et en ont revendu en seconde main 7,25 tonnes (annexe 1.3.3.2).

En 2024, RESSOURCES a analysé et rédigé des propositions de modifications sur le projet d'Arrêté du Gouvernement wallon concernant le cadre de la Responsabilité Elargie des Producteurs pour les matelas usagés. RESSOURCES a également participé au comité d'accompagnement régional de la convention Valumat le 19 novembre 2024.

En application de la convention de collaboration avec Valumat, une campagne de communication basée sur un film de promotion du réemploi de matelas est en préparation pour 2025.

➤ **Suivre et contribuer à l'étude préparatoire d'une éventuelle REP meubles**

En 2024, RESSOURCES et une délégation de ses membres ont participé à l'étude sur la mise en place éventuelle d'une REP Meubles. La position de RESSOURCES sur le mécanisme de REP envisagé a été intégré dans le rapport final (annexe 1.3.3.3)

RESSOURCES a particulièrement insisté sur l'importance de fixer un objectif distinct de préparation au réemploi en valeur absolue (et non en taux) et progressif. L'agrément régional donne des garanties sur la comptabilisation des flux de meubles.

RESSOURCES a également rappelé qu'il convient de détailler les objectifs de recyclage afin de favoriser les procédés le plus vertueux environnementalement et socialement, notamment le Remanufacturing (démantèlement de meubles pour récupérer des pièces et des matériaux).

Le rapport conclut que le gain sociétal d'une REP meubles provient à 80% des activités de préparation au réemploi. Cela devrait conforter la position de l'économie sociale et circulaire dans ce genre de dispositif.

1.3.4 Coordonner la filière matériaux de construction

En l'absence prolongée du chargé de filière, celui-ci a été remplacé par un nouveau membre de l'équipe. En 2024, l'action de RESSOURCES s'est principalement focalisée sur le projet RENVERSC, co-financé par le programme Interreg France-Wallonie-Flandre. RESSOURCES a néanmoins poursuivi ses actions d'animation et de représentation de la filière.

➤ **Projet INTERREG RENVERSC**

Le projet INTERREG [RenversC](#) (Rénovation Efficiente vers la Circularité) dans lequel RESSOURCES a développé, en collaboration avec Retrival, une proposition de formation des acteurs de la construction sur la circularité dans la construction et en particulier sur le réemploi a débuté en avril 2024.

L'objectif central de ce projet est d'intensifier la rénovation et développer une approche bas carbone et circulaire dans le bâtiment en offrant aux acteurs :

- des compétences concrètes grâce à des formations pratiques ;
- les moyens d'agir en commun via la mise en dialogue des acteurs, le partage des méthodes, la mutualisation des ressources, et des initiatives transfrontalières.

RESSOURCES est chargé, en partenariat rapproché avec Retrival, de mettre en œuvre le module autour du réemploi.

Durant cette première période, Retrival et RESSOURCES ont élaboré le programme détaillé des 12 modules de formation sur le réemploi à destination des différents publics cibles, à savoir les formateurs et apprenants (Forem), les personnes en charge de la réalisation des travaux (entrepreneurs) et les commanditaires de travaux (architectes et maître d'ouvrages publics). RESSOURCES et Retrival ont déjà délivré quatre formations à des étudiants en architectures et des entrepreneurs.

➤ **Développer, en collaboration avec SAW, une animation économique des acteurs ES de la construction ;**

RESSOURCES a collaboré avec SAW-B afin d'associer ses membres à une consultation pour répondre à un marché public d'envergure. Le marché concernait autant la déconstruction que la remise en œuvre de matériaux de réemploi et leur fourniture. Malheureusement, l'adjudicataire n'a pas pu maintenir son objectif initial de réemploi et le projet a donc été annulé.

Malgré cette première expérience malheureuse, RESSOURCES reste en contact avec SAW-B afin de saisir d'autres opportunités dans le secteur de la (dé)construction.

➤ **Contribuer à l'installation d'une plateforme réemploi des matériaux de construction ;**

RESSOURCES a participé activement aux travaux préparatoires et à la création de la plateforme « Ad Vitam Material » pilotée par Greenwin en Wallonie. RESSOURCES se positionne comme un partenaire de AVM dans l'objectif de créer des liens avec les autres parties prenantes et de diffuser et essaimer les offres de services et activités de

RESSOURCES et de RenversC et de nourrir le plaidoyer en faveur du développement de la déconstruction et du réemploi des matériaux de construction.

1.3.5 Coordonner la filière vélos

Une nouvelle chargée de filière vélos a intégré l'équipe de RESSOURCES fin février.

- **Coordonner et animer les réunions de filière, définir et mettre en œuvre les projets communs définis avec les membres de la filière ;**

Après avoir visité l'ensemble des membres actifs de la filière vélos, la chargée de filière a précisé avec eux le programme d'actions 2024. Lors de réunion de filières, RESSOURCES a entre autres :

- exposé les tendances et évolutions du secteur ;
- organisé les échanges et un test (qui sera réalisé en 2025) autour de la réparation et du reconditionnement des VAE ;
- relancé le projet de création d'une démarche qualité.

Sur ce dernier point, RESSOURCES a identifié le projet de label « velo circular » dans lequel des membres de la filière (Pro Velo et Cyclo) sont impliqués. Le projet a été présenté aux membres qui ont décidé d'attendre les résultats de ce projet avant d'avancer sur leur propre démarche qualité.

RESSOURCES a également organisé la visite de l'atelier de STEP Métiers à Liège, un CISP qui collabore avec Pro Velo sur la formation en mécanique des cycles.

Par ailleurs, RESSOURCES a réservé la "formation semi-professionnelle en mécanique vélos" à destination des membres qui désirent développer leurs compétences en réparation et reconditionnement des vélos. Des représentants de De Bouche à Oreille, les Petits Riens et la Ressourcerie du Pays de Liège ont participé.

À la suite d'une sollicitation de Boris Nasdrovsky du SPW Mobilité, RESSOURCES est intervenu dans la formation « Manager Vélo » pour présenter les « services vélos de réparation et de reconditionnement ». RESSOURCES y a présenté les différents projets que les autorités locales peuvent mettre en place afin d'augmenter l'offre de réparation et de reconditionnement de vélos.

La formation a été donnée à deux cohortes distinctes et la présentation donnée par RESSOURCES est disponible dans l'annexe 1.3.5.1.

- **Organiser la prospection pour augmenter, en quantité et qualité, les gisements de la filière ;**

À la demande des membres de la filière, RESSOURCES a pris contact avec Décathlon afin d'évaluer le potentiel d'un partenariat au niveau des gisements disponibles chez Décathlon. Une visite de l'entrepôt de Décathlon à Willebroek est planifiée le 16 décembre.

A côté du partenariat potentiel concernant les gisements de vélos, Décathlon a mentionné sa difficulté à recruter des personnes qualifiées en mécanique des cycles. Etant donné que

différents acteurs forment spécifiquement à ce métier, une réunion avec les responsables RH de Décathlon est prévue dans le courant du mois de décembre.

➤ **Le dossier des points vélos SNCB**

Les points vélos dans les gares sont gérés en quasi-totalité par des membres de RESSOURCES en Wallonie et à Bruxelles et par des membres de HERW!N en Flandre. Les points vélos sont régis par un contrat, nommé SLA (Service Level Agreement) conclu à la suite d'un marché public entre la SNCB et les différentes entreprises en charge de ces points. Le SLA reprend les différents services que les points vélos doivent fournir et la rémunération que la SNCB accorde pour ces services. Le SLA actuel a été prolongé plusieurs fois unilatéralement par la SNCB et un nouvel appel d'offre devrait être lancé début 2025 par la SNCB.

HERW!N et RESSOURCES collaborent étroitement pour que la SNCB prenne en compte les évaluation et besoins identifiés par les opérateurs. La dernière proposition de la SNCB, qui prévoit de faire passer les points vélos en concession commerciale classique, sans compensation financière, rend incertaine la continuité des points vélos. En effet, cette nouvelle stratégie de la SNCB mettrait grandement à mal la pérennité des points vélos dans les gares.

HERW!N et RESSOURCES ont transmis leur analyse, leurs points d'attention et leurs propositions à la SNCB. Ils sont en attente d'une proposition de stratégie modifiée de la part de la SNCB qui devrait arriver dans le courant du mois de décembre.

➤ **Suivre la reconnaissance des métiers de mécanicien cycle et de technicien de cycle ;**

Le travail afin de permettre la validation de compétences en mécanique des cycles entamé il y a plusieurs années par RESSOURCES porte ses fruits : la validation des compétences en mécanique des cycles est en place et deux acteurs la filière ont passé avec succès l'examen à blanc leur permettant ensuite de mener cette validation de compétences : la Véloterie de la Ressourcerie le Carré et STEP Métiers dans le cadre de leur collaboration avec Pro Velo Liège autour d'un CISP mécanique des cycles.

D'autres acteurs de la filière se sont montrés intéressés pour mettre en place cette validation de compétences au sein de leur structure.

1.4 Développer la connaissance du secteur et de son contexte

RESSOURCES se positionne comme l'expert du secteur de l'économie sociale et circulaire. Pour obtenir cette reconnaissance d'expert, afin de nourrir ses réflexions stratégiques et dans le but d'assumer ses missions envers ses membres, RESSOURCES doit développer ses connaissances et capacités d'analyse du secteur et de son environnement.

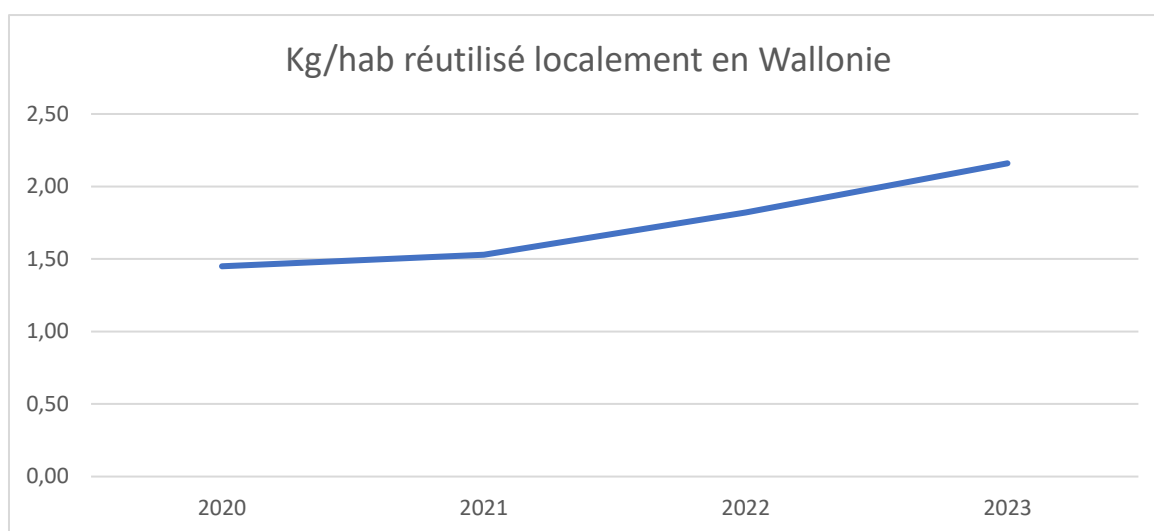
Réalisations 2024

La campagne de collecte des données a été menée lors du printemps (21/03/2024-21/05/2024). La campagne a été prolongée pour permettre aux retardataires de rendre leurs données. Les données de la dernière entreprise ont été transmises le 14 novembre !

Le travail de validation des données et leur analyse a été entamé durant l'été. RESSOURCES ayant besoin d'un set de données validés et complets pour finaliser son analyse et rédiger l'observatoire, ce travail n'a réellement pu démarrer que mi-novembre. Le set de données finalisé et les indicateurs relatif au PWDR ont été transmis à la Région.

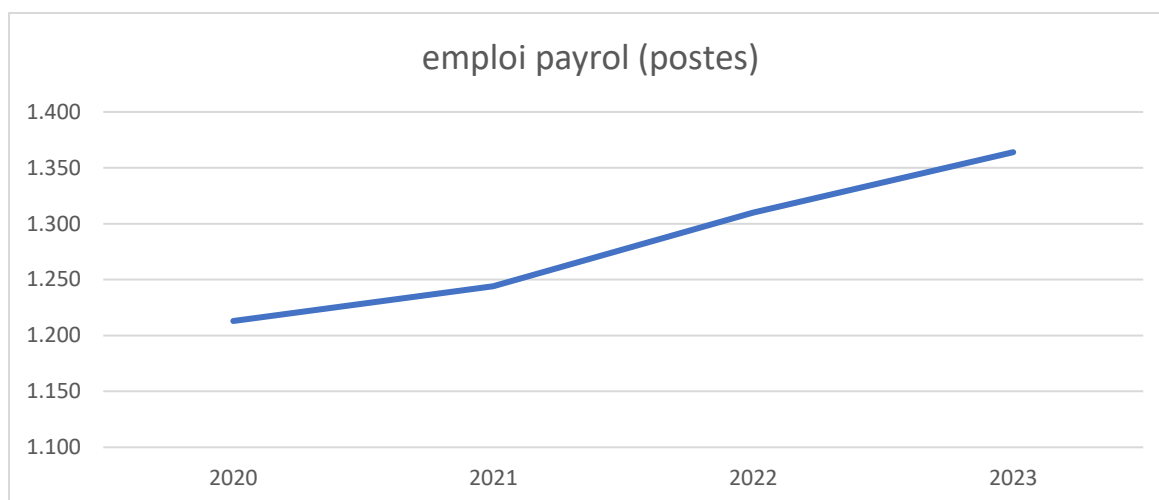
Le détail des performances par filière pour l'ensemble du réseau (annexe 1.4.1) et l'analyse de ces performances se retrouvent dans l'observatoire que RESSOURCES publiera l'observatoire d'ici fin 2024.

De manière synthétique, l'activité de réemploi des membres de RESSOURCES continue à croître. Fin 2024, le réemploi local en Région wallonne atteint 7.964,85 tonnes, soit 2,16 kg par habitant. La croissance annuelle du réemploi local est supérieure à 15% annuel depuis 2020.

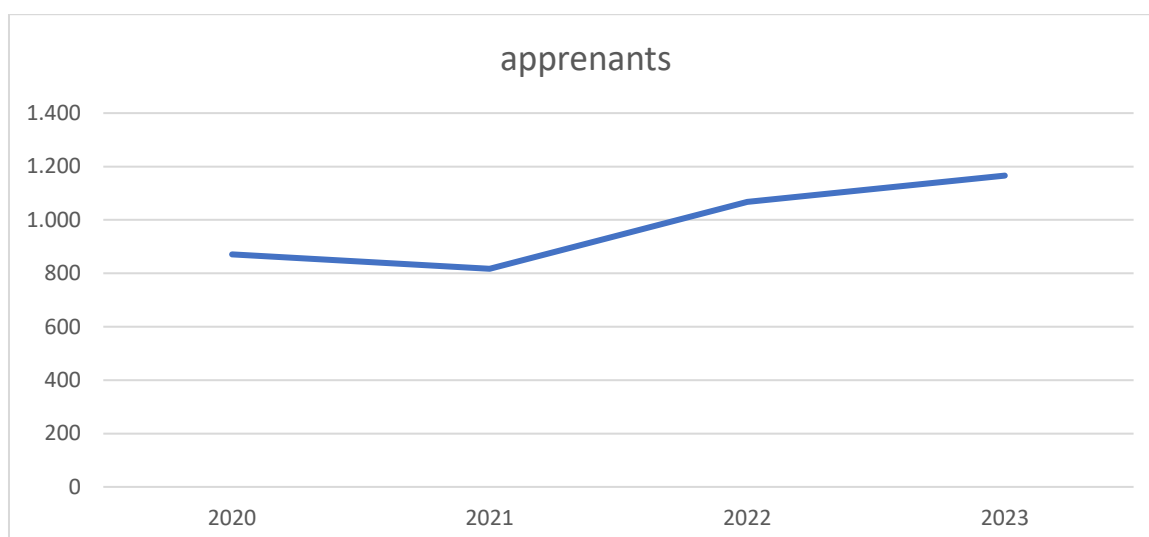


En y ajoutant 6.580,55 tonnes triées et exportées pour être réemployées, la performance des acteurs wallons atteint 3,95kg par habitant, soit près de la moitié de l'objectif fixé par la région dans son Plan wallon des ressources – déchets.

Concernant l'emploi dans le secteur, les chiffres sont également à la hausse, avec 1.364 postes de travail sous payrol. Depuis 2020, l'emploi sous payrol augmente de plus de 4% par an.



Après une baisse liée à l'arrêt des centres de formation durant le confinement, puis une difficulté de recrutement de stagiaires, les postes en insertion sont repartis à la hausse dès 2022 pour atteindre 1.166 personnes en 2023.



Enfin, 24 membres de RESSOURCES occupent plus de 5.000 bénévoles. Ce nombre reste stable dans le temps. 90% de ces bénévoles sont actifs chez Oxfam-Magasins du monde, Repair Together ou Oxfam-Solidarité.

1.5 Augmenter la reconnaissance du secteur

RESSOURCES a embauché au mois de mars un nouveau collaborateur en charge du marketing et de la communication pour la communication externe et des projets digitaux.

Début janvier, RESSOURCES a lancé un nouveau site WEB dédié au label Solid'R :

<https://solidr.eu>.

En janvier, les GT Com' de RESSOURCES et de ConcertES (Campagne Acteurs de l'économie sociale) ont aligné leurs plans de communication respectifs (annexe 1.5.1). La vaste campagne de notoriété entamée en Belgique francophone début 2022, autour des Acteurs de l'ES s'est poursuivie durant le premier trimestre 2024. Les contenus ont principalement été diffusés en radio et en digital. Cette campagne a notamment été menée via l'utilisation du DAM mis en place ces dernières années.

Au mois de juillet 2024, RESSOURCES a mené une campagne de promotion des services de collecte et de vente de ses membres. Le message central de la campagne : « Faites gagner la société : donner aux entreprises sociales et circulaire au lieu de vendre pour rien » (annexe 1.5.5).

La mécanique utilisée lors de cette campagne est celle du “nudge marketing” (incitation au changement de comportement).

Les résultats ont été très positifs et s'apparentent à une campagne pour un produit agro-alimentaire (coût moyen par clic de 0.16€).

Le graphe de Google Analytics montre un engouement des internautes (345.000 personnes uniques touchées) et a permis en moyenne de doubler les visites (+19.000 visites) sur la cartographie des membres de Ressources de notre site internet (annexe 1.5.6)

Selon les membres, la campagne a eu un impact positif sur les quantités d'apports pendant la période juillet-août-septembre 2024 (sondage en séance plénière Rec'Up).

RESSOURCES, en collaboration avec RREUSE (Fédération sœur au niveau européen), a participé au lancement d'une campagne de communication à dimension européenne dans le cadre de la SERD (Green Friday). Un communiqué de presse ainsi que plusieurs plan media avec LN24, NRJ, Nostalgie et la RTBF ont offert une belle couverture à cette campagne.

De manière plus générale, la présence de RESSOURCES sur les réseaux sociaux du groupe META s'est stabilisée au premier semestre (annexe 1.5.2). Le second semestre 2024 est marqué par une hausse des visites et des followers à la suite de la campagne de promotion Rec'UP, les publications sur les dépôts clandestins autour des bulles textile, sur la crise de la filière textile et le GreenFriday (annexe 1.5.7). Sur LinkedIn, RESSOURCES a développé de son audience, conformément au plan stratégique de la Fédération, pour atteindre près de 2.000 abonnés (annexe 1.5.8).

Fin novembre 2024, la page Facebook « Larecup » gérée par RESSOURCES compte 11.352 abonnés, la page Instagram regroupe 1.211 abonnés et le profil LinkedIn de RESSOURCES est suivi par 1.940 abonnés.

Le site www.res-sources.be à été visité par 102.000 visiteurs uniques en 2024, soit une hausse de 13.000 visiteurs en un an, grâce principalement à la campagne « Faites gagner la société : donner aux entreprises sociales et circulaire au lieu de vendre pour rien ». Les



pages les plus visitées sont sans surprises les pages fournissant des informations sur les lieux d'apports et la cartographie des bulles textiles.

RESSOURCES a également rédigé, corédigé et diffusé une série de communiqués de presse et de dossiers thématiques sur le secteur. Huit communiqués de presse (annexe 1.5.9) ont été diffusés, de manière proactive ou en réaction face à l'actualité. RESSOURCES a particulièrement été présent dans les médias en réactions aux enjeux successifs de la lutte contre les collectes illégales, la volonté de communes de réduire le nombre de bulles textiles sur leur territoire puis la crise du secteur du recyclage des textiles.

RESSOURCES a également relayé les CP de RECUPEL, REPAIR TOGETHER et ConcertES.

En termes de présence media RESSOURCES a obtenu une excellente couverture avec près d'une **centaine** de sorties TV, radio, presse écrite et digitale (annexe 1.5.4).

2 RESSOURCES représente les entreprises sociales et circulaires

2.1 Adopter des positions argumentées sur les enjeux du secteur

➤ L'encadrement de la Responsabilité élargie des producteurs (REP)

RESSOURCES a analysé et rédigé des propositions d'amélioration des avant-projets d'arrêtés REP Général, DEEE (annexe 2.1.2) et batteries (annexe 2.1.3 et 2.1.3.1). RESSOURCES a également participé activement aux discussions et à l'élaboration des avis du Pôle environnement du CESEW sur ces textes.

➤ L'accès au taux réduit de TVA à 6%

Le régime TVA 6% entreprises d'insertion (anciennement organismes à caractère social) a été modifié par la loi du 23 novembre 2023 portant des dispositions diverses en matière de taxe sur la valeur ajoutée et des règles particulières de recouvrement du Code des impôts sur les revenus 1992 (annexe 2.1.4).

RESSOURCES se réjouit du fait que la liste des agréments régionaux des entreprises ait été supprimée. En effet, cette liste était pour une grande part obsolète de fait de l'évolution des agréments et de l'absence de mise à jour de la liste des reconnaissances permettant aux entreprises de soumettre certaines de leurs opérations à un taux de TVA réduit.

La reformulation des conditions à remplir est également un point positif.

RESSOURCES regrette cependant l'insécurité juridique et financière créée par la non-intégration de la décision (TVA n° E.T. 125.040. d.d. 17.11.2015) qui permet aux entreprises d'insertion d'appliquer des taux différenciés de TVA suivant qu'elles aient acquis un bien à titre gratuit ou contre paiement. A défaut, si elles achètent certains biens, fonds de stocks ou pièces de rechanges pour des réparations, elles perdent complètement le bénéfice de la TVA à 6%. Les entreprises d'insertion ne sont pas assurées de pouvoir continuer à appliquer des taux différenciés.

RESSOURCES a interrogé l'administration fiscale quant à la possibilité d'encore appliquer la Décision, a informé les membres de l'insécurité et de la réponse positive de l'administration fiscale via une news et une fiche juridique mise à jour leur a été communiquée.

Par ailleurs RESSOURCES a développé dans le cadre de son Mémoire une position quant aux mesures fiscales de nature à soutenir les entreprises sociales et circulaires (annexe 2.1.5).

➤ La collecte sélective d'objets réutilisables

RESSOURCES plaide en faveur de l'intégration d'une collecte des biens réutilisables qui doit être préservante et avoir lieu à domicile par les entreprises agréées réemploi. Pour ce faire, elle a intégré ce point dans son mémoire et a soutenu des propositions concrètes dans le cadre de la révision de l'arrêté cout-vérité.

➤ Le soutien au réemploi et à la préparation en vue du réemploi

RESSOURCES salue les avancées réalisées dans la révision de l'arrêté du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation. Le nouveau texte crée des conditions favorables au développement du réemploi en Wallonie.

Si le nouveau texte est extrêmement positif pour le secteur, son effet dépend de son financement. RESSOURCES plaide pour que l'affectation du Fonds déchets prévoient une enveloppe suffisante pour effectivement assumer les augmentations des compensations prévues dans le nouveau texte. À défaut, RESSOURCES avertit que les conséquences pourraient être dévastatrices pour les entreprises.

Afin de faciliter la mise en œuvre du nouveau texte par les entreprises, RESSOURCES a organisé une réunion d'information à destination de ces entreprises au cours de laquelle l'administration est venue présenter le nouveau dispositif, le formulaire de demande d'agrément et répondre aux questions. RESSOURCES A ensuite fournit les informations utiles via sa NEWS et son site Web. RESSOURCES a également conseillé et accompagné certains membres dans leurs demandes d'agréments, en collaboration avec l'administration.

➤ **La proposition de Directive cadre Déchets**

RESSOURCES en collaboration avec RREUSE exerce une veille sur l'évolution du droit européen dans les matières déchets et produits. La révision en cours de la Directive Cadre Déchets vise notamment les textiles, à ce sujet, il est primordial de s'assurer que les entreprises sociales et circulaires puissent continuer à exercer et développer leurs activités de collecte et de remise en vente des textiles usagés.

De plus, en parallèle à la révision de la Directive déchets la Commission est chargée d'étudier et de mettre en place une REP Textiles. Dans ce cadre, RESSOURCES a attiré l'attention de RREUSE, HERWIN et du TESS sur plusieurs points essentiels, parmi lesquels la reconnaissance du statut de déchets des textiles collectés, la reconnaissance d'objectifs distincts de réemploi et l'importance de ne pas considérer les entreprises sociales et circulaires comme des metteurs sur le marché.

À la suite de la crise de la filière de traitement des textiles usés, RESSOURCES et ses alliés européens plaident également pour une plus grande responsabilisation des producteurs sur les quantités et la qualité des textiles et fibres mises sur le marché et sur le financement de la collecte et des traitements des textiles usés.

2.2 Représenter les entreprises sociales et circulaires

➤ **Mener un dialogue constructif avec les institutions, administrations et cabinets ministériels compétents ;**

En 2023, RESSOURCES a adopté 10 propositions phares en vue des élections de juin 2024. Ce memorandum a été présenté aux partenaires institutionnels de RESSOURCES et aux candidats aux élections de juin lors de deux événements co-organisés avec ConcertES à Liège (24/04) et à Bruxelles (21/05).

Début 2024, RESSOURCES s'est également attelé à rédiger des notes techniques détaillant les leviers et actions à entreprendre au niveau des différents niveaux de pouvoir pour mettre en œuvre les propositions de RESSOURCES. Ces notes ont été transmises aux partis et aux négociateurs wallons.

RESSOURCES a contribué à l'évaluation du PWDR, notamment sur les invendus alimentaires et non alimentaires, déchets assimilés, à la maîtrise des coûts de gestion des déchets et la fiscalité régionale et fédérale et les REP.

➤ **Assurer le mandat au sein du CESEW – pôle environnement – section déchets**

RESSOURCES a participé aux travaux du CESE-pôle environnement-section déchets dans le cadre des demandes d'avis sur les propositions de texte du GW :

- PAGW sacs plastiques ;
- Projet d'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités de couverture des coûts des parcs à conteneurs exposés par les personnes morales de droit public dans le cadre des obligations de reprise ;
- Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets ;
- Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif au cadre général de la Responsabilité Élargie des Producteurs de Produits ;
- Projet d'Arrêté du Gouvernement wallon du date relatif à la gestion des véhicules hors d'usage et encadrant la Responsabilité Élargie des Producteurs de véhicules y afférente ;
- Projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion des huiles usagées et encadrant la responsabilité élargie des producteurs d'huiles y afférente ;
- Projet d'arrêté du Gouvernement wallon du relatif à la gestion des matelas usagés et encadrant la Responsabilité Élargie des Producteurs de matelas y afférente ;
- Projet d'arrêté du gouvernement wallon relatif à la gestion des pneus usagés, et encadrant la responsabilité élargie des producteurs de pneus y afférente ;
- Projet d'arrêté du gouvernement wallon relatif à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques et encadrant la responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

➤ **Répondre aux sollicitations concernant le suivi des politiques régionales, fédérales et européennes ;**

RESSOURCES a participé à la Plateforme fédérale sur l'économie circulaire et au workshop sur l'application de la mise sur le marché des appareils électriques et électroniques organisé par le SPF Santé.

RESSOURCES participe également aux travaux de la PIBEC (Plateforme intra belge pour une économie circulaire) en ce qui concerne les leviers fiscaux pour favoriser l'économie circulaire.

RESSOURCES a contribué aux travaux de la plateforme fédérale dédiée à la réparabilité des appareils électroniques. En effet, la loi sur la promotion de la réparabilité et de durabilité des biens (publiée au MB le 2 mai 2024) prévoit l'introduction d'un indice de réparabilité obligatoire pour certains produits mis sur le marché belge, ainsi que la création d'une plateforme de consultation et de développement des connaissances sur la durabilité et la prolongation de la durée de vie des biens.

2.3 Développer des partenariats stratégiques

2.3.1 Avec Canopéa et les associations environnementales

RESSOURCES a participé à l'Assemblée générale de Canopéa et aux réunions de coordination entre les différents représentants environnementaux au CESEW. Canopéa a systématiquement fait siennes les positions de RESSOURCES au sein de la section déchet du CESEW.

2.3.2 Avec la Fédération flamande HERW!N

HERW!N et RESSOURCES ont développé et communiqué une position commune sur la réforme du régime TVA à 6% entreprises d'insertion.

RESSOURCES collabore également avec Herw!n au niveau des discussions relatives à la création d'une REP textiles. Les deux Fédérations ont développé une position commune.

RESSOURCES a partagé avec HERW!N, RREUSE et TESS-GEIE ses positions et interrogations en ce qui concerne la réforme de la Directive Cadre Déchets et la mise en place d'une REP textile, le nouveau règlement batteries et ses incidences en matière de REP ainsi que le Règlement relatif à l'écoconception et les passeports produits (annexe 2.3.2.1).

RESSOURCES collabore activement avec HERW!N sur la filière vélos, notamment sur les projets de développement de la filière, l'accès à des gisements et pour défendre une position commune sur les points vélos des gares SNCB.

2.3.3 Avec le réseau européen RREUSE

RESSOURCES a participé activement aux CA et AG de RREUSE des 19 avril, 18 juin et 17 octobre. RESSOURCES a renouvelé son mandat d'administrateur et a apporté une attention spécifique des membres de RREUSE sur les enjeux des discussions en cours sur directive cadre déchets, la REP textile et le règlement batterie.

Avec TESS-GEIE, RESSOURCES a rédigé une série de propositions sur les enjeux de la filière textile (Annexes 2.3.3.1). Ces analyses et propositions ont été présentées aux membres de RREUSE et ont été partiellement intégrées à la position de RREUSE. Toujours avec le TESS-GEIE et Emmanüs Europe, RESSOURCES a corédigé l'interpellation de Rreuse, ACR+ et Zero Waste Europe (annexe 2.3.3.2) concernant les mesures transitoires nécessaires pour assurer la pérennité du secteur face à l'obligation de collecte sélective de textiles et au report de la mise en place d'un mécanisme de responsabilisation des producteurs de textiles.

RESSOURCES a également participé activement aux forums organisés par Rreuse, et y a notamment présenter ses projets sur la digitalisation, en particulier sur la vente en ligne et le régime de taux réduit de TVA inscrit dans la législation belge.

RESSOURCES a également alerté RREUSE et demandé un suivi au sujet du futur règlement sur l'écoconception et l'étiquetage des textiles.

Enfin, RESSOURCES a répondu à la demande d'avis de RREUSE concernant la révision du RGEC insertion.

2.3.4 Avec les communes, CPAS et intercommunales

- **Identifier et soutenir, le cas échéant, des positions communes avec les communes, intercommunales et la COPIDEC ;**

Face à la crise du secteur textiles, RESSOURCES a informé et sollicité une discussion avec la Copidec sur la recherche de solutions envisageables au niveau du stockage et de l'incinération et afin de discuter du financement de différentes mesures de soutien via le fonds déchets. A ce jour, le courrier de RESSOURCES est resté sans réponse.

- **Favoriser des collaborations entre ses membres et les communes, CPAS et intercommunales.**

RESSOURCES accompagne le CPAS de La Louvière dans son projet de création d'une recyclerie et d'une formation valoriste. RESSOURCES a intégré le CPAS de La Louvière (candidat membre) aux travaux du pôle territorial HYGEA pour développer des collaborations ayant pour objectif de couvrir l'ensemble de la zone avec les services de collecte préservante, de tri et de revente d'objets et matériaux de seconde main.

RESSOURCES accompagne également la Ressourcerie Restor et Le Crabe asbl qui visent à créer une ressourcerie dans l'Est du BW et de fournir des services communs de collecte, tri et revente sur l'ensemble de la zone.

RESSOURCES accompagne le CPAS de Comblain-au-Pont dans la structuration d'un projet collaboratif visant à offrir pour les citoyens de la vallée de l'Ourthe un service de captation et de tri des objets réutilisables avec des partenaires métier que sont CortiGroupe (Boutique Rebelotte) et La Teignouse (Boutique Franfreluche) mais aussi l'asbl Confluence impliquée dans le projet local de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

Enfin, RESSOURCES a conseillé R-FAG dans ses discussions avec IDELUX relatives à l'appel d'offre pour la collecte d'objets réutilisables en recyparcs.

2.3.5 Avec les fédérations sectorielles

RESSOURCES et HERWIN ont rencontré à plusieurs reprises RECYDATA et les Fédérations sectorielles des producteurs textile (Coméos, Fedustria et Créamoda) afin d'échanger sur la création d'un organisme de gestion de la future REP textiles.

RESSOURCES a collaboré activement aux travaux relatifs à la REP textiles lors de l'événement européen organisé par Rreuse à La Haye. Recydata, les Fédérations sectorielles et Denuo y ont participé sur invitation de RESSOURCES.

Dans le cadre d'une formation pour les acheteurs publics, RESSOURCES s'est coordonnée avec DENUO afin d'élaborer une présentation des activités de la filière textile.

3 RESSOURCES favorise l'innovation dans l'économie circulaire, de la fonctionnalité et du numérique

3.1 Accompagner la digitalisation du secteur

La digitalisation d'une partie des activités des entreprises sociales et circulaires est cruciale pour leur développement économique, ou simplement pour assurer la pérennité de l'activité.

Pour ce faire, RESSOURCES a créé trois groupes de travail digitalisation avec les membres les plus intéressés avec lesquels elle mène des projets – parfois financés par ailleurs –, à savoir le développement d'un ERP spécifique et mutualisé, le développement d'un outil digital pour faciliter les rapports des entreprises sociales et circulaires et le développement d'un site web « market place » pour les entreprises sociales et circulaires actives dans la vente en ligne.

RESSOURCES et les membres du GT « ERP » (Ressourcerie Namuroise, DBAO, Fleur service social et BO Partner) ont co-fondé la coopérative sOOrs le 24 janvier 2024. sOOrs est une coopérative d'utilisateurs qui a comme objectif de déployer, développer et maintenir des outils digitaux mutualisés et spécifiques au secteur du réemploi. L'ERP spécifique développé par le Groupe de travail digitalisation (2021-2024) constitue le premier outil géré par la coopérative. sOOrs pourra dans le futur également servir de « véhicule » pour la gestion d'une plateforme de vente en ligne mutualisée.

RESSOURCES a également coordonné un « GT reporting » pour mener à bien un projet spécifique – financé par ailleurs par le SPW – de développement d'un système de reporting facilitant l'établissement des divers rapports demandés par la Région aux entreprises de réemploi.

Dans le cadre de ce projet, RESSOURCES a investigué le potentiel de la Business Intelligence de « data mining » pour générer automatiquement les rapports. Sur base de la méthodologie proposée dans le projet reporting et des données disponibles dans l'ERP géré par sOOrs, un test grandeur nature a été réalisé sur les données 2023 d'un opérateur pilote qui aboutit à des résultats encourageants.

RESSOURCES et les membres du GT « Vente en ligne » – normalement financé par le plan de relance – ont validé les études de marché et le modèle économique de la future marketplace. La solution technique retenue pour la plateforme est le modèle SAAS, plus souple et léger qu'un site de vente centralisé.

RESSOURCES a envoyé un cahier des charges techniques et des conditions générales d'achat à 3 prestataires pré-qualifiés dans le cadre d'un marché public, sous conditions suspensive de financement. RESSOURCES dispose actuellement de 3 offres.

En parallèle, un canevas de plan financier de 5 ans basé sur des hypothèses liées aux coûts de création, de formation, d'abonnement et de commission du prestataire choisi doit être définitivement approuvé par le Copil.

Les phases de création de la plateforme, de formation des pilotes, de communication externe, d'information et de communication aux membres et de déploiement sont tributaires de la décision du Gouvernement wallon sur l'Arrêté de financement de ce projet lié au plan de relance de la Wallonie (PRW 240).

3.2 Explorer et tester des activités complémentaires

Le 25 janvier, RESSOURCES a contribué au séminaire de Cyréo, organisé dans le but de réfléchir aux perspectives de développement de la filière de reconditionnement des petits électros. En effet, l'équilibre financier de cette activité n'est pas facile à atteindre et Cyréo se questionne sur le modèle d'affaire à établir. Le séminaire, basé sur l'approche "Design Thinking", a permis de faire émerger des idées qui sont analysées et retravaillées par l'équipe de Cyréo.

RESSOURCES a également accompagné Les Petits Riens dans sa stratégie de développement de nouvelles activités de recyclage textile. Les Petits Riens ont introduit un projet FEDER dans ce cadre visant à explorer de nouvelles activités de recyclage et adapter leur processus de tri et de production. Le projet FEDER a été validé en première instance et a été introduit.

RESSOURCES conseille également plusieurs membres dans leurs transformations digitales, que ce soit dans le choix et l'installation d'un ERP ou de logiciels spécifiques ou pour la vente en ligne.

RESSOURCES accompagne PMR Recup, la Ressourcerie Namuroise et ENTRA dans leur objectif de tester une filière de reconditionnement de matériel PMR lourd (élévateurs, fauteuils et lits électriques). Une phase de test sur la province de Namur sera lancée début 2025. RESSOURCES va intégrer la Croix-Rouge, acteur important de location de matériel PMR, dans les discussions.

RESSOURCES accompagne également la Ressourcerie namuroise, Le Hublot et L'atelier dans leur volonté de développer la filière de reconditionnement de Gros blancs dans la province de Namur.

3.3 Identifier et suivre des activités émergentes

RESSOURCES a conseillé et mis en relation le projet iGreen de la couveuse d'entreprise L'impact d'Estaimpuis avec La Ressourcerie Le Carré. iGreen est un projet de reconditionnement de matériel IT qui cherchait des gisements supplémentaires et de nouveaux canaux de vente. La mise en relation a permis de développer une collaboration opérationnelle entre les deux acteurs. iGreen a par ailleurs émis le souhait de rejoindre la Fédération RESSOURCES une fois que le projet sera structuré indépendamment de la Couveruse L'Impact.

RESSOURCES a également conseillé l'asbl Reprise Textile, nouvelle structure émergente en économie sociale. RT a pour objectif de développer de nouveaux produits à partir de déchets textiles. RESSOURCES a mis en relation RT avec les plus gros acteurs du secteur.

4 RESSOURCES soutient les entreprises sociales et circulaires dans leur professionnalisation et la concrétisation de leurs finalités économiques, environnementales et sociales

4.1 Proposer des conseils juridiques aux membres

➤ **Conseiller les membres qui désirent obtenir l'agrément réutilisation ;**

RESSOURCES a traité 40 demandes de conseils personnalisés de ses membres en ce qui concerne la Région Wallonne (annexe 4.1.1). Les demandes ont porté sur les sujets suivants :

- Agrément IDESS-modalités de liquidation
- Taxe déchet-Rectification-Recours
- Lanceurs d'alerte
- Décret Déchet art. 268§5-les dépôts en magasins ne sont pas concernés
- Magasin RW accepte les textiles-doivent-ils conclure une convention avec la Commune ?
- De Minimis SIEG-entreprise unique-exception
- SAV-garantie-réparation
- Agrément IES : modalités, suivi dossier
- TVA 6% : modalités pratiques, conditions, rémunérations
- AGW petits subsides
- Conditions Générales de Vente en ligne
- Décret Déchets : quelle place pour les collectes des EES
- Déclaration de ci III-rubrique 52 10 01
- Association de fait : responsabilités et mesures
- Garantie légale-exception biens d'occasion-conditions
- Opportunité d'un dépôt de marque ?
- Agrément collecte de déchets dangereux condition-DEEE
- TVA 6% pour les services-vidé maison et réparation, interne et pour compte de tiers
- Suivi d'un appel à projet
- TVA 6%-rachat d'invendus
- ASBL TZCLD pour accueillir les activités réemploi-souhaite demander l'agrément-séance d'info -préalable modification des statuts et agrément IES+ envoi mail récap et fiche mentions statuts
- Possibilité d'exonération du précompte immobilier-Recherche de jurisprudence « œuvres sociales analogues »
- Agrément réemploi-part emploi relève du mandatement. Les montants perçus ne doivent pas être comptabilisés dans les aides de Minimis ou de minimis SIEG
- Conditions collecte de mobilier au GDLux
- Demande de permis intégré

- Demande agrément réemploi RW-formulaire
- Demande agrément réemploi opportun ou pas
- Code NACE, classification BNB différente suivant les maisons d'accueil-D de changement-sans influence en ES
- Demande d'implantation commerciale introduite avec les anciens formulaires-
Envoi de la fiche sur la réforme
- Masse salariale dans cadre AGW réemploi

➤ **Mettre à disposition des membres une information juridique actualisée**

RESSOURCES a actualisé et diffusé auprès de ses membres 12 fiches juridiques :

- FJ 069 TVA 6% Nouvelle fiche à la suite de la modification par la loi du 23 novembre 2023
- FJ 070 De Minimis et De Minimis SIEG_Nouveaux Règlements 2024-2030
- FJ 040 MAJ De Minimis 2014-2023
- FJ 069 TVA 6% MAJ-vélos électriques
- FJ 054 Registre UBO-Radiation d'office de la BCE
- FJ 064 Vente en ligne-Points d'attention
- FJ J015 Défraiement des volontaires
- FJ 068 Mentions dans les statuts ES
- FJ 069 Loi TVA 6%
- FJ 071 Facturation électronique
- FJ 072 Le permis d'implantation commerciale est désormais intégré au permis d'urbanisme-RW
- FJ 038 Garantie légale en cas de vente de biens de consommation

➤ **Conseiller/Accompagner les membres dans leurs démarches juridiques et administratives**

RESSOURCES a communiqué des informations juridiques via sa newsletter sur 9 sujets :

- Obligation de tri des biodéchets en RW
- Permis d'environnement : Registre des modifications en RW
- Registre UBO : risque de radiations à la BCE
- Modification du régime d'accès au taux réduit de TVA à 6%
- Demande d'agrément « Entreprise sociale » pour les sociétés coopératives
- Webinaire eprocurement pour débutant
- Federal Learning Account
- Agrément réemploi
- Mentions dans les statuts

4.2 Faciliter la rencontre des offres des membres avec les demandes individuelles, collectives et institutionnelles

Entre décembre 2023 et novembre 2024, RESSOURCES a répondu à plus de 400 demandes de renseignements de ménages sur les services proposés par ses membres (annexe 4.2).

Les coordonnées de RESSOURCES sont par exemple transmises par les entreprises privées conventionnelles comme Troc.com lorsque ces dernières ne proposent pas le service demandé, comme l'enlèvement à domicile.

4.3 Poursuivre l'amélioration continue de la qualité des services avec Rec'Up

➤ Coordonner les campagnes d'audits croisés

RESSOURCES a organisé 65 audits, vérifié la complétude des dossiers et l'atteinte des résultats pour l'ensemble des normes du référentiel.

➤ Mener les vérifications des normes fondamentales

Comme c'est le cas depuis 2021, RESSOURCES a réceptionné et vérifié le dossier documentaire composé de 8 normes fondamentales réglementaires et 8 normes fondamentales statistiques pour l'ensemble des 24 entreprises labellisées.

11 des 24 structures n'étaient pas en ordre sur le volet Statistiques dans le timing demandé. Le 13 juin 2024, la plénière Rec'Up a décidé d'octroyer un ultime délai pour la remise des données à RESSOURCES. Le CoPil a constaté la remise des documents lors de sa réunion du 12 septembre. Seuls Oxfam et Les petits Riens n'avaient pas rempli les obligations. Etant donné que la validité de certains de leurs diplômes couraient jusqu'à la fin de l'année. Un ultime délai a été octroyé et les informations ont été transmises.

➤ Coordonner le comité de pilotage de Rec'Up

Le 23 mai, le Comité de pilotage du label Rec'Up a analysé les résultats des 20 audits réalisés au printemps 2024.

RESSOURCES a organisé une plénière le 19 septembre 2024 visant à organiser les 45 audits d'Automne. Ces derniers se sont bien déroulés, les rapports d'audits seront analysés lors du CoPil du 12 décembre 2024.

➤ Recruter de nouveaux membres dans la démarche

Quatre structures ont rejoint la démarche début 2024 et ont été auditées en automne :

1. Corti Groupe pour son magasin Rebelotte
2. La Ressourcerie Famenne Ardenne Gaume (RFAG)
3. La boîte-à-tout de l'asbl L'ouvre-boîte
4. L'asbl L'îlot pour sa recyclerie basée à Marchienne-au-Pont

5 Missions complémentaires

5.1 Coordonner le secteur de la réparation des cycles pour la mise en œuvre de la mesure 3.3.1 du Plan Wallonie Cyclable

Les acteurs de la réparation des cycles² ont confirmé la nécessité absolue d'une coordination des activités liées à la réparation des vélos. Les ateliers d'économie sociale tant professionnels que citoyens se sont accordés pour que la Fédération RESSOURCES soit l'hôte de cette coordination.

En 2024, cette mission de coordination se focalisera principalement sur les actions 1 et 3 de la mesure 3.3.1 du Plan Wallonie cyclable.

➤ Soutenir les lieux fixes de réparation

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action visant à soutenir les lieux fixes de réparation découlant de la mesure du 3.3.1 du Plan Wallonie Cyclable, RESSOURCES a réalisé une cartographie des lieux fixes de réparation. Cette cartographie rassemble 371 lieux fixes de réparation répartis en 4 types :

- Les ateliers de réparation professionnels et inclusifs en économie sociale (RESSOURCES),
- Les ateliers de réparation professionnels et inclusifs conventionnels,
- Les ateliers participatifs citoyens,
- Les services après-vente des vélocistes.

Cette cartographie est disponible est accessible ici :

<https://www.provelo.org/conseils/lieux-reparation-velo-wallonie/>

Les données nécessaires à la réalisation de cette cartographie proviennent de différentes sources :

- Base de données du Social Data Trust : liste des entreprises employeuses et non-employeuses (3630 entrées) appartenant au minimum à un des codes NACE suivants : 47 785 : commerce de détail en magasins spécialisés, 47 785 01 : commerce de détail de cycles, 95 290 : réparations d'autres biens personnels et domestiques, 95 290 01 : réparation bicyclettes
- Données transmises par Repair Together sur les Repair café qui font un atelier vélos
- Données transmises par le GRACQ sur les ateliers citoyens dont ils ont connaissance

RESSOURCES a réalisé un tri important à partir de ces trois sources pour ensuite comparer les résultats avec des bases de données anciennes ou partielles du SPW et de Pro Vélo.

RESSOURCES a ensuite mis en forme sur une carte interactive les données via un logiciel open source. La cartographie est hébergée sur <https://www.provelo.org/conseils/lieux->

² GRACQ, ProVélo, Repair Together, Brillo, MobilESEM et RESSOURCES (et ses membres).

reparation-velo-wallonie/. RESSOURCES, le GRACQ, Pro Velo et le SPW-MI ont communiqué sur la cartographie.

De plus, un formulaire pour ajouter/modifier des ateliers sur la cartographie a aussi été mis en ligne, au total une trentaine de demande d'ajouts ou de modification ont été formulées entre juin et novembre.

Finalement, RESSOURCES est en contact avec Pro Velo Bruxelles, chargé de développer une carte similaire à Bruxelles afin de rapatrier l'information concernant les lieux de réparations bruxellois dans la carte existante pour l'enrichir au maximum.

➤ **Assurer les formations de base à la réparation de vélo**

Au niveau de la formation en mécanique des cycles, un travail de recensement des différentes formations disponibles à l'heure actuelle est en cours. Ce travail de recensement servira de base pour définir :

- Les compétences supplémentaires qui devraient être incluses dans les formations existantes afin que celles-ci prennent en compte les spécificités de la réparation inclusive.
- Une proposition de référentiel de formation pour les ateliers de réparation citoyens/repair cafés qui sera ensuite soumise à relecture et retravail par les membres actifs dans ce type d'organisation. Une réunion est prévue en février sera l'occasion entre autres de présenter et challenger cette proposition de référentiel.

Par ailleurs, l'intervention de RESSOURCES dans le cadre de la formation « Manager Vélos » (voir point 1.3.5) a permis de montrer à un large panel d'acteurs publics locaux les projets potentiels pour soutenir l'émergence de lieux de réparations sur leurs territoires.

5.2 Moderniser le label Rec'UP

Le secteur des entreprises d'économie sociale du secteur actives dans la réutilisation des biens et des matières dispose d'un agrément régional qui reconnaît l'impact positif de leurs activités dans la préparation au réemploi et soutient leurs performances environnementales et sociales. Pour ce faire, un label métier a été monté afin d'avoir un référentiel Qualité et de garantir un service à la population. La label Rec'Up (cfr point 4.3) a été mis sur pied en 2008 afin de répondre à ces exigences. Sous l'égide du Comité de Pilotage dans lequel se retrouve le DSD, le label a évolué à la marge au fur et à mesure de son déploiement et du développement des activités des adhérents.

Au regard de l'évolution du contexte tant du secteur, des démarches Qualité et du cadre réglementaire, l'heure est venue d'envisager une refonte complète du dispositif qui consistera à évaluer le fonctionnement du label, confronter le label à l'évolution de son contexte et à définir un nouveau cadre de référence.

Réalisations 2024

Le 18 janvier 2024, la plénière a validé le projet de modernisation : les objectifs généraux, un plan d'actions et une méthodologie (annexe 5.2.1). Sur base d'un cahier des charges, la

Fédération a sélectionné l'entreprise Camille comme prestataire de service dans le cadre d'un accompagnement extérieur d'un spécialiste Qualité.

La première étape a consisté à faire l'évaluation de Rec'Up et une mise en contexte des (nouveaux) enjeux. Une première note qui présente l'ensemble de ces constats et élabore des premières pistes d'évolution (annexe 5.2.2) a été présentée et discutée lors de la plénière de juin 2024.

Des recommandations concrètes d'évolutions ont été présentées lors de la plénière du 19 septembre 2024. RESSOURCES a ensuite organisé trois ateliers participatifs dans le but de préciser :

- les évolutions de la grille de critères « métier » ;
- le nouveau mode d'organisation et de gouvernance ;
- les besoins de support (gestion documentaire et reporting).

Le rapport final, rédigé par le consultant Camille, est attendu pour la fin 2024. Il comprendra entre autres une proposition de révision de la convention Rec'Up, du référentiel et du mode opératoire. Il sera présenté aux entreprises labellisées lors de la plénière du 23 janvier 2025.

5.3 Augmenter les compétences en communication digitale des entreprises sociales de la réutilisation et promouvoir les activités de RESSOURCES dans le cadre de ses 25 ans

- **Coordonner l'organisation d'une série d'évènements, à destination de différents publics cibles, dans le cadre des 25 ans de la Fédération ;**

RESSOURCES a coordonné l'organisation de deux événements « politique » dans le cadre des élections du 9 juin, en coordination avec ConcertES. Ces événements ont été organisés à Liège et Bruxelles. L'objectif poursuivi consistait à faire connaître l'économie sociale et circulaire aux partenaires institutionnels et politiques. Dans ce cadre, RESSOURCES a édité une série de capsules vidéo diffusées sur les réseaux sociaux.

RESSOURCES organise le 11 décembre 2024 un événement pour célébrer ses 25 ans d'existence à la Citadelle de Namur. Cet événement sera l'occasion de rassembler 250 personnes actives dans le secteur et chez ses partenaires. Il sera l'occasion de faire la photographie des actions et des enjeux présents avec le Ministre en charge de nos matières, de regarder dans le rétroviseur afin de se pencher sur la vision des fondateurs et de s'inspirer et se booster avec un conférencier pour clôturer les échanges.

- **Concevoir, produire et diffuser 10 capsules, podcasts et articles sur 10 entreprises sociales et circulaires ;**

Une dizaine de capsules vidéo sont en cours de montage. Elles illustrent les différents métiers de l'économie sociale et circulaire présents chez les membres de RESSOURCES.

Elles seront dévoilées lors des 25 ans de RESSOURCES et ensuite mise à disposition des membres pour animer leurs réseaux sociaux.

- **Organiser 2 jours de formation pour outiller 20 collaborateurs d'entreprises sociales et circulaires à la production et la diffusion de contenu digital ;**

RESSOURCES a organisé, en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin et le cabinet conseil Behaven, un programme de formation en communication et marketing comportemental. Ce programme a été particulièrement pensé pour les acteurs de la filière textile. 6 structures se sont inscrites à ce programme.

De février à avril, RESSOURCES, en collaboration avec ConcertES, a organisé 4 sessions de formations à destination de ses membres, axées sur les stratégies de marketing et de communication digitales. 12 structures se sont inscrites à ce programme. Une deuxième phase a démarré en novembre. Un référentielle sera transmis à l'issue de la deuxième phase de formation.

Durant l'automne 2024, RESSOURCES organise un cycle de 5 formations sur la production de contenus digitaux et la diffusion sur les réseaux sociaux à destination de ses membres. Les formations font appel à un formateur internes et des externes. 30 représentants de 17 membres différents suivent un ou plusieurs modules.

- **Accompagner, à la demande, les membres dans la mise en œuvre d'actions de communication spécifiques.**

RESSOURCES a conseillé la RESSOURCERIE Le Carré dans sa stratégie de rebranding, a conseillé Retrival dans l'organisation et la communication de l'inauguration de leur bâtiment de Couillet et accompagne la nouvelle Direction de Cyréo dans la rédaction de son plan de communication.

6 Annexes

[1.1-Liste des membres](#)

[1.2-1-Calendar de parution des newsletter](#)

[1.2.2 Rapport d'activités 2023](#)

[1.3.3.2-Rapport Valumat](#)

[1.3.3.3 – Rapport Opportunité et Faisabilité d'une REP Meuble](#)

[1.3.5.1 – Présentation pour la formation Manager Vélos](#)

[1.4-1-Performance-réemploi-filière-2023](#)

[1.5-1-Plan marketing et communication 2024](#)

[1.5.2-Performances META](#)

[1.5.3-Performances LinkedIn](#)

[1.5.4-Revue de presse 2024](#)

[1.5.5-Briefing Campagne Rec'UP](#)

[1.5.6- Campagne Rec'UP juillet 2024 – metrics](#)

[1.5.7-statistiques-Meta-2024S2](#)

[1.5.8-Statistiques-LinkedIn-2024S2](#)

[1.5.9-Communiqué de presse-RESSOURCES-2024](#)

[2.1.2-AGW REP DEEE – Observations RESSOURCES](#)

[2.1.3-APAGW REP Batteries – Observations RESSOURCES](#)

[2.1.3.1-APAGW Piles – Propositions RESSOURCES](#)

[2.1.4-Brifing évolutions TVA 6%](#)

[2.1.5-Favoriser fiscalement le réemploi – Propositions RESSOURCES](#)

[2.3.2.1-Règlement écoconception et passeport produit – Observatoires RESSOURCES](#)

[2.3.3.1-TESS & RESSOURCES position paper on WFD](#)

[2.3.3.1-TESS Feedback to the first partial compromise of the WFD](#)

[2.3.3.2-Lettre ouverte à la Commission](#)

[4.1-1-Liste des membres ayant demandés des conseils juridiques](#)

[4.2- demandes individuelles](#)

[5.2.1-Modernisation Rec'Up – Programme 2024](#)

[5.2.2-Modernisation Rec'UP – synthèse évaluation et recommandations](#)